

La discrimination systémique et le racisme institutionnel existent au sein du gouvernement du Canada, ce qui empêche la fonction publique de déployer son plein potentiel.

Les préjugés inconscients et les attitudes racistes ont des effets négatifs sur les carrières et la santé mentale des fonctionnaires racialisés. Ils nuisent aussi à la qualité et à l'accessibilité des services publics offerts aux Canadiennes et Canadiens racialisés.

Le [recours collectif des fonctionnaires noirs](#) contre le gouvernement fédéral montre que ces employés vivent de la discrimination depuis des décennies. Le personnel noir forme l'un des plus grands groupes de fonctionnaires racialisés, mais il [ne représente que 1,6 % des membres](#) de la direction de la fonction publique fédérale.

Le personnel autochtone a, lui aussi, entamé [un recours collectif](#) contre le gouvernement fédéral en raison du racisme systémique. Les demandeurs rapportent avoir vécu de la discrimination et du harcèlement en raison de leur identité autochtone.

Lutte contre racisme dans le cadre des négociations

Plus de 165000 fonctionnaires sont actuellement en train de négocier une nouvelle convention collective : le temps est venu d'abolir les obstacles et l'exclusion que vivent les fonctionnaires autochtones, noirs et d'autres travailleurs racialisés.

Les membres de l'AFPC ont montré clairement dans notre sondage sur la négociation qu'améliorer l'équité au travail et lutter contre le racisme doivent être des priorités à la table des négociations.

Tout le monde au sein du gouvernement fédéral peut tirer profit d'une formation sur le racisme systémique. Cette formation permet d'offrir un meilleur environnement de travail aux fonctionnaires racialisés et d'assurer une prestation sans préjugés des services et des

programmes publics à tous et à toutes, y compris les Autochtones, les Noirs et autres Canadiennes et Canadiens racialisés.

Voilà pourquoi nous proposons que le gouvernement offre à tous les fonctionnaires fédéraux une formation sur l'équité, la diversité et l'inclusion ainsi que sur l'histoire des peuples autochtones et des pensionnats pour Autochtones. Il s'agit d'un premier pas, certes petit, mais important dans la lutte contre le racisme qui aidera les fonctionnaires à mieux servir l'ensemble de la population.

Nous savons également qu'un effectif diversifié comportant une forte représentation autochtone permettra à la fonction publique de mieux servir tous les Canadiens. Dans le cadre des négociations, nous réclamons une prime de bilinguisme, une prime de langue autochtone ainsi qu'un congé pour les pratiques culturelles autochtones afin de recruter et de retenir un plus grand nombre de fonctionnaires autochtones et de reconnaître leurs expériences.

Votre syndicat passe à l'action en vue d'abolir les obstacles et la discrimination que connaissent les membres racialisés au travail. Nous devons aussi nous assurer que les membres ont accès à toute l'information dont ils ont besoin pour dénoncer la discrimination sans crainte de représailles.

Nous voulons renforcer les dispositions de la convention collective concernant la violence et le harcèlement afin d'offrir une meilleure protection contre toutes les formes de harcèlement au travail et pour mieux vous appuyer lorsque vous avez besoin d'aide pour déposer un grief et résoudre une situation.

La lutte contre le racisme et la création d'une fonction publique diversifiée doivent être des priorités du gouvernement actuel. La seule façon d'éliminer le racisme systémique dans la fonction publique fédérale est de travailler de concert avec l'AFPC et d'autres syndicats.

